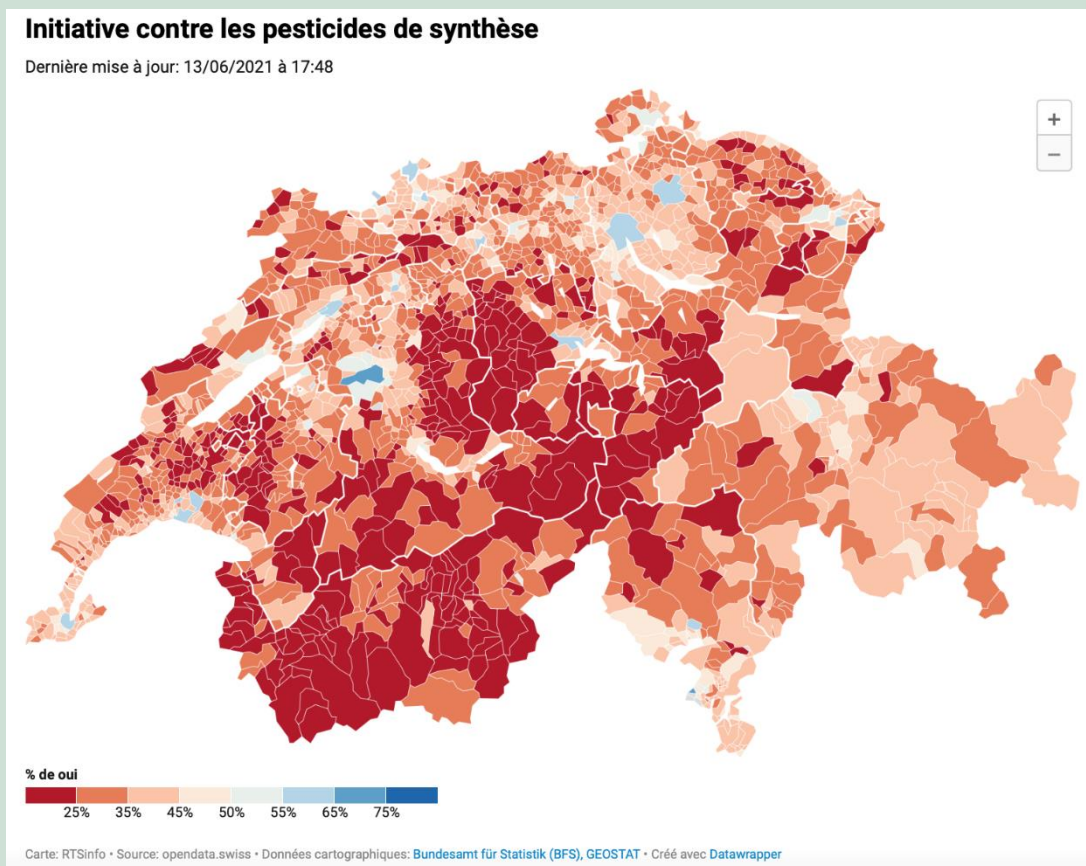


## Bulletin d'information sur les pesticides N°4 - Juillet 2021

### Actualités législatives et réglementaires



### Suisse : 39% en faveur de l'interdiction des pesticides de synthèse lors du référendum

Le 13 juin 2021, les Suisses étaient appelés à se prononcer par référendum sur l'initiative « [Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse](#) ». Déposée en 2018, munie de plus de 120.000 signatures validées, cette initiative demande l'abandon des pesticides de synthèse par tous les usagers et prévoit une période de transition de 10 ans.

La proposition d'interdire les pesticides a été rejetée par 58 % des votants, contre 39 % en sa faveur. Le seul canton qui ait voté en faveur de cette interdiction est

ironiquement celui de Bâle-Ville, où siège la multinationale suisse des pesticides, Syngenta. Avec ce résultat, la Suisse rate l'opportunité d'être le champion européen de l'agro écologie et adopte une vision conservatrice à l'opposé des enjeux de l'alimentation de demain.

Mais la Suisse est le berceau mondial de l'agrochimie et de la pharmacie. Le lobby pro-pesticide y est particulièrement actif. Les entreprises agrochimiques suisses génèrent chaque année près de 50 milliards de dollars de ventes à travers le monde. Pour elles, les enjeux du référendum étaient énormes. Elles ne voulaient bien sûr pas perdre le marché de la Suisse pour leurs produits, mais elles craignaient également qu'un résultat positif n'inspire d'autres pays.

Une [campagne de désinformation](#) massive a fait croire aux agriculteurs que ces mesures menaçaient directement leur existence, alors qu'elles prévoyaient une période de transition et des aides financières et à la formation, afin de faciliter l'adaptation des exploitants agricoles.

Les semaines précédant le référendum ont fait l'objet d'une [virulente campagne](#) de la part des défenseurs des pesticides : tactiques d'[intimidation](#), menaces de mort contre des activistes anti-pesticides, etc... Face aux multiples pressions à l'encontre d'individus, de leurs familles ou de leurs exploitations, de nombreux apiculteurs, militants et personnalités politiques ont refusé de s'exprimer publiquement, par peur de représailles. Certains partisans des deux propositions référendaires d'interdiction des pesticides ont dû être placés sous protection policière. Ces exactions ont pris de telles proportions que Fabien Fivaz, membre du Parlement suisse, [s'inquiète](#) pour la santé de la démocratie suisse. Non contents de polluer l'environnement et affecter la santé humaine, les pesticides sapent les démocraties.

[Retour au site de Justice Pesticides](#)